

## FICHE N°1

### TROIS BONNES RAISONS POUR MIEUX CONNAITRE LA SECURITE SOCIALE

La sécurité sociale fait partie intégrante de notre environnement depuis 1945 :

#### **Article premier de l'ordonnance du 4 octobre 1945**

« Il est institué une organisation de la sécurité sociale destinée à garantir les travailleurs et leurs familles contre les risques de toute nature susceptibles de réduire ou de supprimer leur capacité de gain, à couvrir les charges de maternité ou de famille qu'ils supportent. »

Elle est fondée sur la solidarité depuis plus de 70 ans, au service de tous et, de plus, aujourd'hui elle recrute. Les Français s'y disent attachés, sans cependant la connaître ; elle est restée longtemps silencieuse malgré les caricatures persistantes du « trou » ainsi que des regards des employés rivés sur l'horloge libératrice.

Elle a besoin d'être mieux connue, reconnue pour sa valeur de solidarité, pour que tous puissent en bénéficier et être acteurs du système, voire y trouver un emploi.

#### **1. La sécurité sociale met en oeuvre la valeur de solidarité**

La solidarité est en général comprise dans un cercle visible autour de soi, en relation directe et personnelle. C'est ainsi qu'elle est immédiatement perçue et qu'elle s'est longtemps exercée sous la forme de la solidarité familiale, de la charité, des caisses de secours ou de l'aide sociale. Cette forme de solidarité peut être qualifiée d'immédiate.

Avec les ordonnances d'octobre 1945, la solidarité a pris une nouvelle dimension, nationale, dans l'esprit des systèmes inspirés par Bismarck et Beveridge. Elle est désormais conçue entre tous les citoyens ou travailleurs d'un pays, et de ce fait passe nécessairement par des échanges financiers. Le rôle de l'Etat n'est plus de s'assurer que les plus pauvres puissent couvrir les risques auxquels ils sont confrontés (logique antérieure, par exemple des retraites ouvrières et paysannes de 1910 et des assurances sociales de 1928-30) mais de rendre obligatoire un système collectif d'assurance fondé sur une solidarité élargie au niveau de l'ensemble de la population nationale.

Dans la conception de 1945, l'impôt permet de financer les services de l'Etat et les cotisations sociales la couverture des risques sociaux. La volonté de créer une démocratie sociale au lendemain de la guerre a conduit à faire gérer par les travailleurs le fruit des cotisations prélevées sur les salaires, dans les conseils d'administration des caisses et à faire de ces organismes de sécurité sociale des structures de statut privé assurant une mission de service public et en aucun cas des émanations de l'Etat.

Même si des besoins restent non ou imparfaitement couverts, il faut mettre en évidence les réalisations qu'a permis notre système français de sécurité sociale pour parer les principaux risques de la vie :

- solidarité entre riches et pauvres : chacun contribue (avec ses cotisations) selon ses revenus et reçoit des aides selon ses besoins (par exemple, en cas de maladie, droit aux indemnités journalières, choix entre médecine libérale ou publique, faibles coûts d'hospitalisation pour les assurés sociaux). L'hôpital public français, financé à 80% par la sécurité sociale, s'est fortement développé depuis les années 1960 et se trouve désormais reconnu parmi les plus performants et les plus accessibles qui soient, même s'il connaît des difficultés actuellement.

- solidarité entre jeunes et vieux : après avoir payé pour les plus âgés lorsqu'ils travaillaient, les retraités bénéficient des cotisations des actifs. La pauvreté des personnes âgées, encore importante dans les années 1970, a presque disparu, les revenus moyens des retraités étant actuellement à peine inférieurs aux revenus moyens des actifs.

- solidarité avec les personnes isolées et les familles nombreuses : les allocations familiales et les allocations logement, financées par les employeurs, aident ceux qui en ont besoin et favorisent les familles. Le rôle d'amortisseur de crise de la sécurité sociale a été visible en 2008-2009 dans notre pays par comparaison avec de nombreux autres.

La solidarité à la base de ce système a permis d'importantes réalisations. Elle est tellement constitutive de notre société que nous ne voyons plus que les manques actuels et les défauts du système, à travers le prisme de la solidarité immédiate. Le système a déjà évolué à partir du constat de ses limites et peut continuer à le faire, à condition que tous soient conscients de l'importance de ce qu'il a apporté pour ne pas perdre cette notion de solidarité nationale.

## 2. Les futurs utilisateurs doivent connaître la sécurité sociale

La sécurité sociale, est souvent réduite à l'assurance maladie, en oubliant que les allocations familiales, les retraites et le prélèvement des cotisations en relèvent aussi. A l'inverse, pour certains, le chômage en fait partie à tort. Comment faire valoir ses droits si on ne les connaît pas ? Trop de personnes les ignorent encore, ou acceptent des pratiques à courte vue et non solidaires comme le travail au noir. Il est important de former les futurs citoyens, qui seront aussi acteurs et utilisateurs de la sécurité sociale.

Il n'est pas facile cependant aux non spécialistes d'appréhender ce système et les objections viennent vite.

Ce système est très compliqué. Effectivement, le détail est complexe, mais il s'agit de s'en tenir aux principes et ne pas se perdre dans le labyrinthe des organismes. Il est toujours possible, le moment venu, de trouver la structure adéquate si l'on connaît l'économie d'ensemble.

Les jeunes ne sont pas confrontés directement ni financièrement aux risques couverts par la sécurité sociale. Ils ont cependant un numéro dit « de sécurité sociale », une carte Vitale dès 16 ans et doivent savoir ce que cela représente. Ils peuvent aussi travailler l'été et avoir besoin de comprendre leur bulletin de salaire ou savoir ce qu'ils risquent, par exemple pour leur retraite ou en cas d'accident du travail, s'ils sont payés de la main à la main.

Il est important, en tant que futurs électeurs, qu'ils comprennent ce système de solidarité nationale, pour lui permettre d'évoluer le mieux possible en fonction des circonstances, économiques et sociales notamment.

Avec près de 500 milliards d'euros de dépenses annuelles prévues en 2018, soit plus de 20 % du PIB, et plus que les dépenses de l'Etat, l'acteur économique qu'est la sécurité sociale ne peut laisser indifférent ni rester très longtemps méconnu sans disparaître.

### 3. La sécurité sociale recrute dans des métiers très divers.

La sécurité sociale emploie environ 150 000 personnes, dont beaucoup, recrutées dans les années 60 ou 70, arrivent à l'âge de la retraite. Si elle doit restreindre ses dépenses de gestion pour réduire ses déficits, il lui est également indispensable de renouveler en partie ses effectifs : elle embauche chaque année environ 5 000 personnes et se situe ainsi dans les 10 premiers employeurs de notre pays.

Ayant toujours recherché les progrès techniques pour améliorer ses performances, elle emploie aussi des compétences pointues, et peut offrir des carrières intéressantes.

Par ailleurs, le nombre de métiers concernés est très élevé (plus de 80) car les activités vont bien au-delà de postes administratifs de bureau. Il s'agit par exemple de métiers

- en lien avec la prévention des accidents du travail : ingénieurs, contrôleurs, chimistes ...
- en lien avec la santé, dans les établissements, les centres de santé ou les caisses : médecins, dentistes, infirmiers, aide soignants, kinésithérapeutes, ergothérapeutes ...
- d'experts dans des domaines précis : informatique, juridique, immobilier, actuariat, finances, suivi des employeurs ...

Mieux faire connaître la sécurité sociale peut permettre à certains de trouver un emploi intéressant.

\*

\* \*

Pour préciser ce propos, chacune des parties de cette fiche est reprise dans une fiche spécifique. Des chiffres sont par ailleurs fournis dans une dernière fiche.

La sécurité sociale est devenue un acquis précieux, qui doit s'adapter en permanence à son contexte pour garantir la solidarité nationale. Si elle n'est pas comprise, elle risque de faire l'objet de décisions inadaptées remettant en cause ses valeurs. Les générations qui n'ont pas vu sa mise en place ont besoin d'apprendre à la connaître. Il importe que le plus grand nombre soit conscient de ce qu'elle apporte à notre société, pour l'améliorer.